

## Apprentissage: l'orientation, le nerf de la guerre

Paris, 16 mars 2018 (AFP) -

Suivre avec succès la "voie de l'excellence" de l'apprentissage? Encore faut-il être bien orienté. La réforme de l'apprentissage prévoit que l'orientation revienne désormais plus largement aux régions et moins à l'Education nationale, avec en toile de fond la concurrence entre les lycées professionnels et les CFA.

Que faire plus tard, quel métier apprendre?

Pour être apprenti, il faut parfois se décider bien tôt, en quatrième ou troisième, et faire le choix d'une filière qui souffre d'un tenace déficit d'image, dans un pays biberonné aux grandes écoles et à l'excellence universitaire.

N'est-ce pas le PDG de Veolia, une grande entreprise qui a pourtant recours à de nombreux apprentis, qui un matin sur les ondes a expliqué qu'il n'avait pas poussé ses enfants à être apprenti car ils étaient "brillants" ?

Antoine Frérot a ensuite présenté ses excuses.

"Les parents doivent comprendre que placer leurs enfants dans un CFA n'est pas un échec mais un investissement dans l'avenir", a lancé mercredi, le président de la République, Emmanuel Macron, en visite dans un CFA à Tours. Mais, comme le résume, Marie-Agnès Monnier, secrétaire nationale du Snes-FSU: "l'apprentissage, c'est toujours pour les enfants des autres".

"Un ado, le lundi il voit une série à la télé il veut être ambulancier, le mercredi il discute avec son cousin il veut faire de l'informatique", explique cette psychologue qui exerce à Rouen.

Depuis des années, sur cette question de l'orientation, entreprises et Éducation nationale se regardent en chiens de faïence.

Derrière flotte l'idée que profs et conseillers d'orientation n'en font jamais la promotion, ne connaissent rien au monde de l'entreprise, et préfèrent de toute façon envoyer les élèves en lycée professionnel - ils restent élèves - plutôt qu'en CFA.

Présentée en février, la réforme, qui dépossède les régions au profit des branches professionnelles pour le pilotage des CFA, a prévu en revanche de leur confier l'orientation.

- "gamins autonomes" -Mais, tout n'est pas encore calé. Le jour de la présentation, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, a parlé de "coopération" entre les deux.

Conseiller régional de Normandie qui a participé à la concertation sur la réforme, David Margueritte, explique qu'il veut une "orientation immersive", afin que les jeunes puissent "tester des métiers".

L'idée que l'orientation soit faite par les régions est "une vieille idée", relève Marie-Agnès Monnier, qui en fait un "casus belli". "Il faut que les jeunes soient traités de la même manière sur tout le territoire", estime-t-elle.

"Ce qui peut inquiéter, c'est que les régions mettent les moyens qu'ils veulent", renchérit Aurélien Cadiou, président de l'Association nationale des apprentis (Anaf). Il se dit d'ailleurs "déçu" sur ce volet, jugeant qu'une journée d'information "ce n'est pas assez ambitieux".

Le ministre de l'Éducation, qui planche sur une revalorisation de la filière professionnelle, insiste sur "la fluidité" des parcours, assure qu'il n'y a pas d'opposition à faire entre les lycées professionnels et les CFA et vante la "complémentarité".

Mais, "le problème qu'on a, c'est celui de l'orientation et celui de la concurrence entre le CFA et le lycée professionnel", rappelait récemment le député LR Gérard Cherpion, devant la commission des Affaires sociales de l'Assemblée.

Mme Monnier explique que "les employeurs demandent des gamins autonomes". En lycée professionnel, "il y a un travail d'aide à la maturité", assure-t-elle, insistant sur l'importance de donner aux élèves "un bagage" scolaire pour "rebondir".

Au total, les psychologues (ex-conseillers d'orientation, maintenant psychologues éducation, développement, orientation) du second degré sont environ 4.000, selon Mme Monnier, qui ne cache pas son inquiétude pour le devenir des CIO (centre d'information et d'orientation), qui dépendaient jusqu'à présent de l'Education nationale.

Ex-ministre du Travail (UMP) et actuel président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand a salué l'ensemble de la réforme. Il a dit "comprendre l'inquiétude des CIO" et promis qu'il n'avait "pas l'intention de



PAYS :France  
SURFACE :96 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 16 mars 2018 - Edition Fil Eco

devenir leur patron".  
dec/lum/pb

Afp le 16 mars 18 à 07 00.